

Réinventer le futur

RAPPORT ANNUEL 2011-2012

CRKN
Canadian Research
Knowledge Network

RCDR
Réseau canadien de
documentation pour la recherche



À propos du RCDR

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) est un partenariat d'universités canadiennes qui se consacre à l'enrichissement du contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Grâce à l'action concertée des bibliothécaires, des chercheurs et des administrateurs, le RCDR entreprend des initiatives à grande échelle pour l'acquisition de contenu et de licences en vue de mettre en place une infrastructure de connaissances et de recherche dans les universités canadiennes. Le RCDR collabore avec 75 universités membres et offre à plus de 1,2 million chercheurs et étudiants l'accès à ses ressources.

NOS MEMBRES

Acadia University	Royal Roads University	University of Alberta
Algoma University	Ryerson University	University of British Columbia
Athabasca University	Saint Mary's University	University of Calgary
Université Bishop's	Simon Fraser University	University of Guelph
Brandon University	St. Francis Xavier University	University of Lethbridge
Brock University	The King's University College of Alberta	University of Manitoba
Cape Breton University	Thompson Rivers University	University of New Brunswick
Carleton University	Trent University	University of Northern British Columbia
Université Concordia	Trinity Western University	University of Ontario Institute of Technology
Concordia University College of Alberta	Université de Moncton	Université d'Ottawa
Dalhousie University	Université de Montréal	University of Prince Edward Island
École Polytechnique de Montréal	Université de Sherbrooke	University of Regina
HEC Montréal	Université du Québec	University of Saskatchewan
Kwantlen Polytechnic University	• École de technologie supérieure	University of Toronto
Lakehead University	• École nationale d'administration publique	University of Victoria
Université Laurentienne	• Institut national de la recherche scientifique	University of Waterloo
Université McGill	• Télé-université	University of Windsor
McMaster University	• Université du Québec à Chicoutimi	University of Winnipeg
Memorial University of Newfoundland	• Université du Québec à Montréal	Vancouver Island University
Mount Allison University	• Université du Québec à Rimouski	Western University
Mount Royal University	• Université du Québec à Trois-Rivières	Wilfrid Laurier University
Mount Saint Vincent University	• Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	York University
Nipissing University	• Université du Québec en Outaouais	
Nova Scotia Agricultural College		
NSCAD University		
OCAD University		
Queen's University	Université Laval	
Collège militaire royal du Canada	Université Sainte-Anne	
	University of the Fraser Valley	

Table des matières

Message du président du conseil d'administration et de la directrice générale	4
Améliorer nos produits et services	7
Servir notre communauté	10
Développer notre organisation	13
Réinventer le futur – Orientation pour 2012-2013	14
Conseil d'administration	16
Comités	18
Membres du personnel	21
Principaux résultats financiers	22
Valeur pour les membres	23
États financiers	27
• Rapport du vérificateur	28
• État de la situation financière	31
• État des revenus et des dépenses	32
• État de l'évolution de l'actif net	33
• Tableau des flux de trésorerie	34
• Notes afférentes aux états financiers	35
• Annexe A - Revenus et dépenses du projet de l'ICN	45
• Annexe B - Revenus et dépenses associés au maintien du projet de l'ICN	45
Étude de cas	46

© Réseau canadien de documentation pour la recherche
301-11 Holland Avenue, Tour A
Ottawa, ON K1Y 4S1
Tél. : 613.907.7040
Télécopieur : 866.903.9094
Courriel : info@crkn-rcdr.ca
Web : www.crkn-rcdr.ca



Message du président du conseil d'administration et de la directrice générale

L'année 2011-2012 s'est révélée être un tournant pour le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR). En effet, l'organisme est arrivé au terme de la deuxième année de son plan stratégique triennal actuel. Un certain nombre de grandes initiatives et de changements ont nécessité une attention ciblée du Conseil d'administration et du personnel, avec pour objectif commun la création de valeur pour les établissements membres et les groupes qui bénéficient de leurs services. Cette valeur est illustrée par les trois thèmes de notre plan stratégique : le **contenu**, la **communauté** et la **capacité**.

ENRICHIR NOTRE CONTENU

Le programme du RCDR, portant sur l'obtention de licences de contenu numérique à grande échelle, demeure notre mission principale et le moteur de nos activités. En 2011-2012, le RCDR a négocié avec les éditeurs de quinze collections numériques, des licences pluriannuelles représentant environ 40 millions de dollars sur trois ans, y compris le renouvellement des licences initialement obtenues dans le cadre du projet d'infrastructure de contenu numérique (ICN), subventionné par la Fondation canadienne de l'innovation (FCI). En dépit des changements découlant du roulement et du renouvellement de notre personnel, les accords de licence ont été négociés avec succès, assurant aux membres une transition en douceur à la période autofinancée ou de maintien du projet de l'ICN. Dans l'ensemble, la participation des membres aux accords de licence du RCDR continue d'augmenter, et ce, en dépit des compressions budgétaires auxquelles les bibliothèques universitaires continuent de faire face, ce qui constitue une autre illustration de la valeur que notre milieu de la recherche tire de la collaboration nationale mise en place par le RCDR.

2011-2012 marque aussi la première incursion du RCDR dans un partenariat international visant l'accès à un contenu spécialisé de source primaire pour la recherche en sciences sociales et humaines. Ces projets en sont toujours à leur phase de démarrage, mais la réponse des établissements canadiens est enthousiaste. Cela est une indication de la disposition des membres du RCDR à intégrer le contenu numérique dans nos offres universitaires, au profit des chercheurs et des étudiants, aujourd'hui et pour les générations à venir.

SERVIR NOTRE COMMUNAUTÉ

Aligner et intégrer les services du RCDR dans le spectre plus vaste de la communauté revêt toujours une grande importance pour le RCDR. Cette année, nos priorités ciblaient notamment l'appui de nos universités membres dans le cadre des délibérations autour du dossier *Access Copyright*, et notre collaboration avec d'autres organismes nationaux pour faire progresser la planification d'une infrastructure numérique et de services de données. Nous avons également tenu une tribune nationale afin de mobiliser nos membres autour d'enjeux importants comme la gestion à long terme du contenu numérique, l'opérationnalisation du libre accès et la gestion évolutive de l'accès au contenu numérique.

Une initiative importante pour le RCDR concerne sa collaboration avec la FCI autour de l'adaptation de sa méthode d'évaluation des résultats afin de mieux refléter les retombées de ses investissements dans des projets liés à une plateforme nationale plutôt qu'institutionnelle. Cette méthode devrait être appliquée par la FCI à des projets pilotes au cours de l'année à venir. Un comité international d'experts se réunira avec le RCDR en décembre 2012 pour appliquer les

critères d'évaluation ainsi révisés. Les leçons tirées de ce projet pilote permettront d'améliorer notre compréhension réciproque et de renforcer les responsabilités, tant de la FCI que du RCDR. À l'appui de cette initiative, le RCDR poursuit son suivi de plusieurs indicateurs de rendement ou « fonctions vitales » qui ont été élaborés par notre Groupe de travail sur la valeur, l'influence, les tendances et le leadership (ViTaL). Ce suivi nous permettra non seulement d'illustrer les montants dépensés ou les services offerts par le passé, mais plus essentiellement, ces indicateurs viendront étayer les décisions futures, du fait qu'ils produiront au fil du temps des données longitudinales pour orienter les décisions stratégiques et les investissements. Cette initiative est évolutive, mais produit déjà des renseignements clés à nos membres, à notre Conseil et à nos bailleurs de fonds.

DÉVELOPPER NOTRE ORGANISATION

Le RCDR s'est distingué ces dernières années en ciblant sa gouvernance stratégique et l'application de pratiques exemplaires, afin de consolider ses bases et de se donner les moyens de créer de la valeur en permanence, et ce, en dépit d'un climat changeant et turbulent. En 2011-2012, un examen de la gouvernance a donné lieu à des recommandations pour un Conseil d'administration restructuré, une réduction de plus de 30 % de la taille du Conseil, une représentation plus importante des bibliothèques membres, ainsi que des statuts révisés, conformes à la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. Ces recommandations ont reçu l'aval des membres lors de l'assemblée générale annuelle de 2011 et ont été mises en œuvre lors de la première réunion du nouveau Conseil en février 2012.

Ce changement structurel a, à son tour, fait naître le besoin de revoir le nombre, le mandat et la composition des comités permanents du RCDR, un exercice auquel s'attèlera le Conseil au cours de l'année à venir.

Le Conseil continue de procéder au suivi de ses progrès sur le plan pluriannuel visant à réduire la dépendance de l'organisation sur les revenus d'intérêt et à restaurer un budget équilibré. Le RCDR a réalisé d'importants progrès vers l'atteinte de cet objectif au cours de l'exercice 2011-2012, en déménageant ses bureaux administratifs dans un espace moins important afin de réduire ses dépenses, en attirant de nouveaux revenus grâce à son expertise spécialisée, et en mettant en place une augmentation modeste des cotisations des membres, pour la première fois depuis 2006. Bien que les états financiers vérifiés de 2011-2012 attestent un déficit prévu en fin d'année, le RCDR continue d'afficher une situation financière saine, en prélevant sur ses réserves accumulées dans les limites établies par ses politiques financières.



QU'EN EST-IL DE DEMAIN

Au cours de l'année à venir, le RCDR entamera une nouvelle phase de son développement avec un changement à la direction, tant de son Conseil que de son personnel. Un nouveau président du Conseil entrera en fonction à la fin du mois d'octobre 2012, après l'assemblée générale annuelle, et un nouveau directeur général devrait rejoindre l'organisation au cours des mois à venir. Ces dirigeants s'appuieront sur une fondation solide, constituée des réalisations du RCDR à ce jour, des effets de l'engagement et de la collaboration d'un grand nombre d'individus et d'organisations à l'échelle du pays. Nous savons pouvoir compter sur votre appui au fur et à mesure que le RCDR réinventera le futur, avec de nouvelles possibilités et de nouveaux défis à l'horizon et au-delà.

Au nom du Conseil d'administration et de la direction, je tiens à vous exprimer ma reconnaissance pour avoir adopté les aspirations du RCDR et appuyé les efforts de l'organisation en vue de renforcer l'infrastructure du savoir et les moyens de recherche dans les universités canadiennes.



David T. Barnard

David T. Barnard, Ph.D.
Président et vice-chancelier
University of Manitoba
Président, Conseil
d'administration du RCDR

Deb deBruijn

Deb deBruijn
Directrice générale

Ces dirigeants s'appuieront sur une fondation solide, constituée des réalisations du RCDR à ce jour, des effets de l'engagement et de la collaboration d'un grand nombre d'individus et d'organisations à l'échelle du pays. Nous savons pouvoir compter sur votre appui au fur et à mesure que le RCDR réinventera le futur, avec de nouvelles possibilités et de nouveaux défis à l'horizon et au-delà.

Améliorer nos produits et services

AMÉLIORER NOS PRODUITS ET SERVICES

En 2011, le RCDR devait renouveler 15 licences, dont 8 faisaient partie du projet de l'ICN. Afin de mieux rentabiliser le temps du Comité de négociation (CN) et du personnel, ces renouvellements ont été organisés selon trois phases, en fonction de leur complexité, des efforts anticipés et de la date d'échéance des licences. Cette méthode s'est révélée efficace et a permis d'appliquer les ressources de façon optimale.

PROJET DE L'INFRASTRUCTURE DE CONTENU NUMÉRIQUE (ICN) POUR LES SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES

Le projet de l'ICN est appuyé par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), les bailleurs de

fonds provinciaux et les établissements membres. Le RCDR est arrivé au terme de la première année de l'étape du maintien du projet, avec des dépenses inférieures aux prévisions, compte tenu de la prédominance des coûts uniques plutôt que récurrents engagés plus tôt dans le projet.

Les fonds restants du projet sont destinés à la numérisation d'un contenu historique canadien unique qui sera proposé en **libre accès**. Les travaux de l'University of Alberta se poursuivent autour de la numérisation des monographies que contient la collection de microfiches historiques du portail Canadiana.org. Tous les documents sont accessibles tant sur le site Web de l'University of Alberta que sur celui d'**Internet Archive**.



L'offre par le RCDR d'un corpus pancanadien en matière de recherche numérique a entraîné à sa suite une série d'engagements du milieu des sciences humaines numériques. Ce partenariat avec le RCDR s'est révélé porteur d'un « effet de transformation favorable » pour ma recherche. **Lire l'étude de cas**

Raymond G. Siemens

Chaire de recherche du Canada en informatique des sciences humaines
Professeur émérite
Faculty of Humanities, University of Victoria



ACCROISSEMENT DE LA PARTICIPATION

Le RCDR a observé une augmentation régulière de la participation de ses membres à ses licences de contenu. Tout a été fait pour que les membres qui n'avaient pas initialement participé au projet de l'ICN participent à ces licences lors du renouvellement. Étant donné que les renouvellements du projet de l'ICN prévoyaient des frais récurrents inférieurs, le RCDR a observé une baisse de ses revenus de licences et de ses droits, et ce, malgré la croissance de la participation des membres aux licences.

Le RCDR a entamé sa première incursion internationale en matière de licence avec le Center for Research Libraries (CRL) des États-Unis et le Joint Information Systems Committee (JISC) du Royaume-Uni pour la Churchill Archive, une base de données de Bloomsbury Publishing. Cette offre pilote fait à l'heure actuelle l'objet d'une étude par les membres respectifs des trois consortiums.

ACTIVITÉS DES GROUPES DE TRAVAIL

Le RCDR soutient des secteurs d'intérêt national en faisant appel à la mobilisation de ses membres au sein de plusieurs groupes de travail. Le RCDR et l'Association des bibliothèques de recherche du Canada (ABRC) ont créé le **Groupe de travail conjoint ABRC-RCDR sur le libre accès**, dont le mandat a été approuvé par les deux conseils en avril et mai 2011. Le groupe de travail a entamé ses travaux avec les membres dans le cadre d'un atelier qui s'est tenu lors de l'assemblée générale annuelle de 2011 et devrait produire la première version de son rapport et de ses recommandations au cours de l'automne 2012.

Le **Groupe de travail sur la gestion des périodiques** (GTGP) poursuit ses efforts visant à veiller à l'exactitude des listes de

titres de périodiques chez tous les éditeurs, dans un format susceptible d'être intégré dans le système local des bibliothèques des établissements membres. Les recommandations du groupe pour l'adoption d'une norme uniforme pour la présentation de ces informations ont été mises en œuvre par le RCDR et intégrées dans son processus de négociation avec les fournisseurs. Les travaux se poursuivront relativement à cette initiative au cours de l'année à venir.

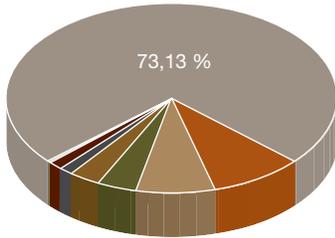
Le **Groupe de travail sur l'accès perpétuel** (GTAP) a été créé en mars 2011 pour répondre à des questions soulevées lors de l'assemblée générale annuelle de 2010. En février 2012, le GTAP a produit un **rapport** qui présentait une analyse des initiatives importantes menées au Canada et à l'étranger sur le plan de l'archivage et de l'accès perpétuel, un examen des dispositions en matière d'accès perpétuel contenues dans les modèles de contrat de licence du RCDR et d'autres prestataires, ainsi que des recommandations pour les prochaines étapes. Ces dernières sont à l'étude à l'heure actuelle en vue d'établir leur faisabilité et leur mise en œuvre.

Une discussion ouverte avec les membres a été organisée lors de l'assemblée générale annuelle de 2011 en vue de les mobiliser autour des enjeux se rapportant à la façon dont le coût des licences de contenu du RCDR sont réparties parmi les membres, ainsi que pour établir un groupe de travail dont la fonction sera d'étudier ces enjeux et de formuler des recommandations. À l'issue d'un appel de candidatures diffusé auprès des membres, le **Groupe consultatif sur le partage des coûts** (GCPC) a été mis sur pied et ses travaux ont commencé. Le groupe rédigera un rapport et des recommandations au cours de l'année à venir.

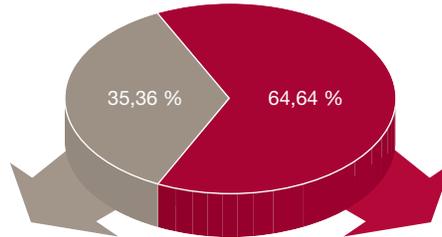


PORTEFEUILLE DE CONTENU EN 2012 SELON LA VALEUR EN \$

DÉPENSES 2012
 TOTALES EN
 CONTENU SHS

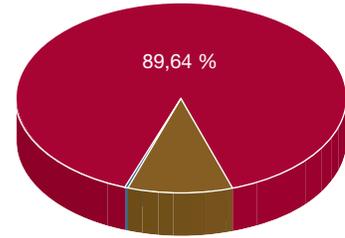


- Revues électroniques, numéros courants (73,13 %)
- Archives de revues électroniques (9,36 %)
- Source primaire/historique (7,64 %)
- Journaux historiques (3,85 %)
- Revues électroniques en français (3,09 %)
- Source primaire/actuelle (1,51 %)
- Image (1,29 %)
- Musique (0,10 %)
- Vidéo en continu (0,04 %)
- Livres électroniques en anglais (0,00 %)
- Livres électroniques historiques en français (0,00 %)



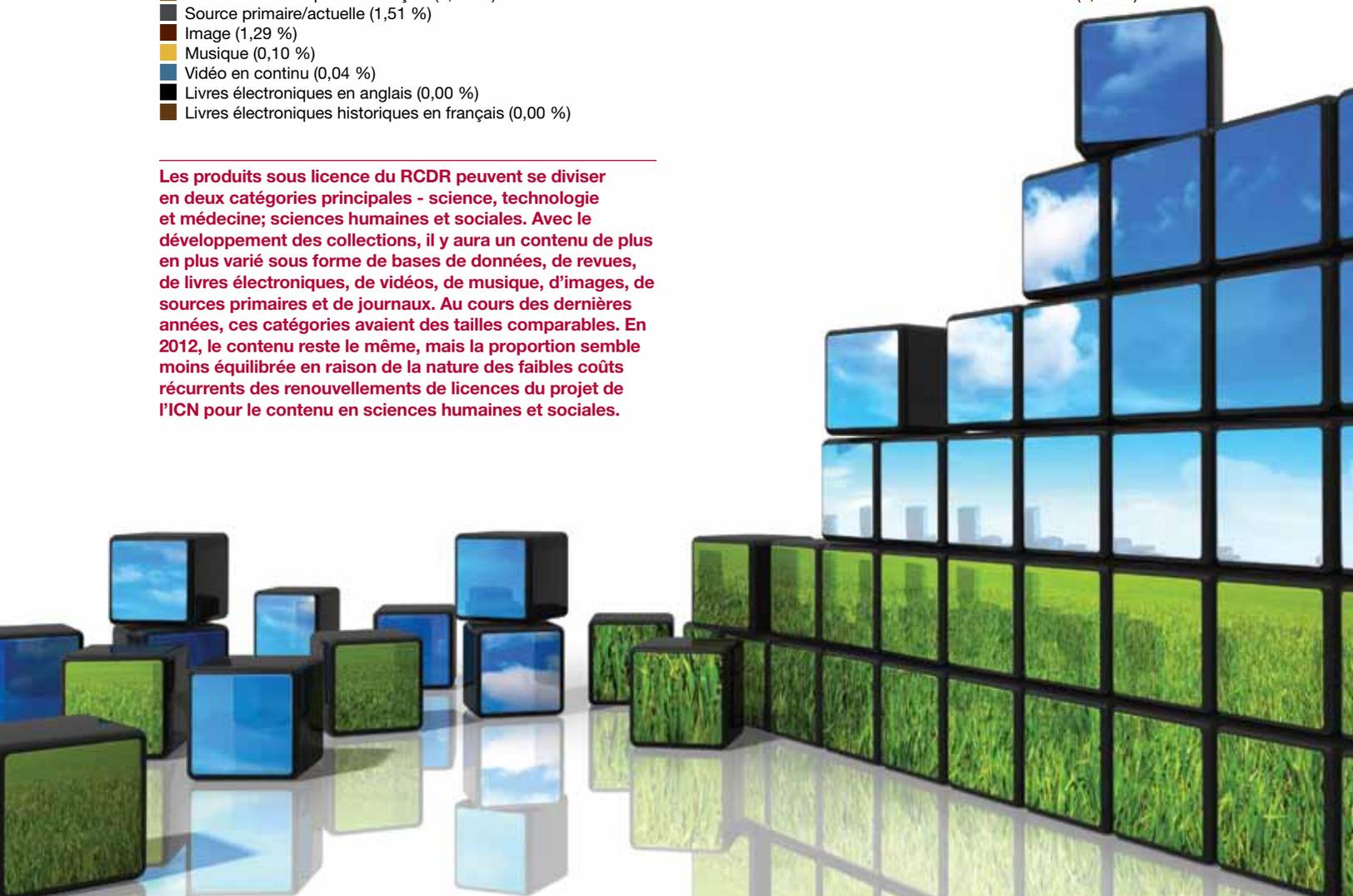
- Science, technologie et médecine (64,64 %)
- Sciences humaines et sociales (35,36 %)

DÉPENSES 2012
 TOTALES EN LICENCES
 DE CONTENU STM



- Revue électronique de contenu STM, numéros courants (89,64 %)
- Bases de données d'indexation, abstraction et citations (10,16 %)
- Revue électronique STM, anciens numéros (0,20 %)

Les produits sous licence du RCDR peuvent se diviser en deux catégories principales - science, technologie et médecine; sciences humaines et sociales. Avec le développement des collections, il y aura un contenu de plus en plus varié sous forme de bases de données, de revues, de livres électroniques, de vidéos, de musique, d'images, de sources primaires et de journaux. Au cours des dernières années, ces catégories avaient des tailles comparables. En 2012, le contenu reste le même, mais la proportion semble moins équilibrée en raison de la nature des faibles coûts récurrents des renouvellements de licences du projet de l'ICN pour le contenu en sciences humaines et sociales.



Servir notre communauté

COLLABORATION

Le RCDR continue d'appuyer les travaux de la Fédération canadienne d'accès (FCA) en vue de faciliter la mise en œuvre de Shibboleth à titre d'outil d'authentification dans un environnement évolutif plus sécuritaire, pour recenser tant les fournisseurs (comme les universités) que les prestataires de services (comme les éditeurs). La FCA est gérée par CANARIE et offre aux organisations canadiennes l'infrastructure dont elles ont besoin pour adopter une gestion fédérée exemplaire des accès. Plus tôt cette année, la FCA a présenté un modèle de prix auquel les prestataires de services peuvent s'associer gratuitement; ils sont aujourd'hui au nombre de 15.

Le RCDR a œuvré avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) à l'adaptation en français du Module d'information sur les licences (MIL) réservé à ses membres. Cette initiative, lancée en mars 2012, a été bien accueillie par les membres francophones du RCDR.

La nouvelle structure tarifaire qu'Access Copyright a proposée aux universités est devenue un sujet épineux en 2010 qui était encore débattu

en 2011. Il faut savoir que la plupart des accords de licences du RCDR sont passés directement auprès d'éditeurs ou de fournisseurs de contenu et sont exonérés de droits tarifaires dans la mesure où les universités membres accèdent à ces ressources et en font une utilisation équitable. Le RCDR a aidé l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC) à préparer sa défense au nom de ses universités membres contre cette structure tarifaire.

MOBILISATION DES MEMBRES

Le RCDR a mis plusieurs cordes à son arc pour mobiliser ses membres de manière à rester informé des dossiers, échanger les nouvelles et l'information, et favoriser l'échange avec les membres et parmi eux. Cette année, le RCDR a organisé trois **Lignes ouvertes** sous la forme de téléconférences autour de différents sujets d'intérêt. Deux de ces séances portaient sur les « méga-ententes » (vastes collections inclusives de revues en ligne) et une autre sur les progrès réalisés par la Fédération canadienne d'accès et les avantages qu'elle génère. Les activités autour des méga-ententes étaient assorties de services d'interprétation simultanée et ont suscité une participation sans précédent.



Les investissements stratégiques du RCDR dans le contenu numérique appuient de nombreuses priorités fondamentales de l'AUCC, notamment le renforcement de la collaboration universitaire internationale et l'attrait d'un plus grand nombre d'étudiants et professeurs internationaux de premier plan dans nos établissements ou dans le cadre de partenariats avec les chercheurs canadiens.

Christine Tausig Ford, vice-présidente et chef des opérations,
Association des universités et collèges du Canada

Le **rapport annuel de 2010-2011** a adopté une nouvelle approche et a été diffusé de façon interactive. En choisissant cette orientation, l'intention était d'encourager le lecteur à approfondir des domaines d'intérêt particulier. Cette démarche a été bien accueillie comme l'atteste le nombre de lecteurs qui a triplé. Cet effort a été reconnu par l'International Association of Business Communicators qui a décerné au RCDR un prix **Excel Award of Excellence**.



Le **Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald** a été remis à Jean-Pierre Côté lors de l'assemblée générale annuelle 2011. Ce prix honore feu Ron MacDonald qui a contribué de façon déterminante à l'élaboration des programmes et services concertés du RCDR. **Jean-Pierre Côté** a reçu ce prix pour le rôle déterminant qu'il a joué dans la collaboration qui a mené à l'établissement et à la mise en œuvre réussie du Projet canadien de licences de site nationales et de l'organisme qui lui a succédé, le Réseau canadien de documentation pour la recherche. Voir les **vidéos**.



Jean-Pierre Côté (au centre) reçoit le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Ron MacDonald des mains de David Barnard, président (à gauche) et Michael Ridley, vice-président, Conseil d'administration (à droite) lors de la cérémonie qui s'est tenue à Gatineau dans le cadre de l'assemblée générale annuelle 2011.





J'ai beaucoup aimé travailler avec le RCDR au cours des 10 dernières années. Je vous remercie pour votre patience, votre aide et vos conseils à de nombreuses occasions. Les missives du service des finances étaient particulièrement nombreuses : je ne sais pas comment vous vous êtes débrouillés, mais recevoir des avis de factures s'est en fait révélé un plaisir! Je tiens à exprimer ma reconnaissance personnelle à Deb, qui se tournera vers de nouvelles aventures en décembre, après tant d'années de direction compétente à bord du navire PCLSN/RCDR.

Directrice de bibliothèque sortante, **Sharon Brown**,
Wilfrid Laurier University

Le **Bulletin d'information** mensuel a été distribué tout au long de l'année 2011-2012 et continue à bénéficier d'un taux de consultation dépassant les 30 %, aussi bien dans la version française que dans la version anglaise, soit environ 15 % au-dessus de la moyenne de l'industrie. Le Bulletin d'information présente les comptes rendus de réunions réguliers, le compte rendu des réunions du Comité de négociation, des mises à jour sur les licences et la gouvernance, et les autres nouvelles dignes de mention.

GRUPE DE TRAVAIL VITaL

Le Groupe de travail sur la valeur, l'influence, les tendances et le leadership (VITaL)s'intéresse

à l'évaluation de l'impact organisationnel. Le groupe VITaL encadre la préparation d'un **tableau de bord d'indicateurs** recueillis tous les ans selon trois thèmes : influence des membres, offres de contenu savant, et engagement des communautés.

Le groupe VITaL encadre la collaboration du RCDR avec la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) pour améliorer l'Étude sur la mesure des résultats de sorte à la rendre plus applicable au RCDR à titre de plateforme opérationnelle. Le RCDR se prépare à appliquer le nouveau cadre au cours de l'année à venir.



Développer notre organisation

EXAMEN DE LA GOUVERNANCE

L'examen de la gouvernance lancé au cours de l'année précédente dans le cadre des réflexions autour du 10^e anniversaire du RCDR a été mené à terme. Il a notamment permis de se conformer à la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*. Le rapport final et les recommandations ont été approuvés par le Conseil et appuyés ensuite par les membres lors de l'AGA de 2011. Cet exercice a entraîné l'élection d'un Conseil d'administration restructuré et plus petit en février 2012.

GESTION FINANCIÈRE

Le Conseil a approuvé un déficit budgétaire prévu pour l'exercice 2011-2012 dans le cadre d'un modèle financier pluriannuel visant un retour à l'équilibre budgétaire à long terme. Les moyens mis de l'avant pour y parvenir sont des réductions de coûts, la génération de nouveaux revenus, des prélèvements sur les excédents cumulés et l'augmentation des cotisations. Le RCDR a procédé à un déménagement de ses bureaux dans un espace plus petit, conformément à son engagement de réduire ses coûts.

Le RCDR a vu une augmentation nette de ses activités de programme au cours de la période 2011-2012, notamment avec l'ajout de nouveaux participants aux licences existantes. Entre-temps, les dépenses au titre des licences de contenu ont diminué pour passer de 96,5 M\$ (CAD)

en 2011 à 89,1 M\$ (CAD) en 2012, soit une baisse d'environ 7 % en valeur nominale. Cette chute des dépenses est attribuable, pour l'essentiel, au renouvellement des licences du projet de l'ICN qui consistait principalement en frais d'accès (plutôt que de contenu). La conception du projet de l'ICN, de même que les coûts récurrents inférieurs négociés par le RCDR ont contribué de façon appréciable à la pérennisation du contenu obtenu sous licence dans le cadre du projet de l'ICN, ainsi qu'à des avantages pour le milieu universitaire.

DONNER LES MOYENS AU NOUVEAU CONSEIL

Lors de la planification de la transition au sein du Conseil découlant de l'examen de la gouvernance et des changements prévus à la direction, le RCDR a cherché à retenir les services d'un consultant extérieur, dont la mission était d'examiner le programme de contenu de base du RCDR, ainsi que les exigences en matière de ressources. Le Conseil a examiné les recommandations issues de cette étude, et a décidé de maintenir les ressources à leur niveau actuel tout en essayant de faire avancer le recrutement d'un nouveau directeur général. De concert avec le Conseil, le nouveau directeur général jouera un rôle prépondérant dans l'élaboration du prochain plan stratégique du RCDR et veillera à ce que l'organisation dispose des ressources nécessaires pour servir efficacement les membres et les intervenants.



Réinventer le futur – Orientation pour 2012-2013

PLANIFICATION STRATÉGIQUE

2012-2013 marque la dernière année du plan stratégique actuel. Le RCDR a réalisé d'importants progrès par rapport aux objectifs qu'il s'était fixés, qui le mettent sur la bonne voie pour la suite. Compte tenu des changements prévus au sein du Conseil et de la direction, les préparatifs sont en cours. Le renouvellement de la fonction des communications Encore sera mis en œuvre et établira le seuil de référence par rapport aux résultats de 2009-2010. Ces résultats permettront d'étayer la planification stratégique sur un certain nombre de questions.

COMMUNICATIONS ET MOBILISATION

En utilisant le renouvellement de la fonction des communications à titre de tremplin, d'autres percées pourront être opérées pour l'établissement et la formalisation de relations avec les intervenants. Depuis la dissolution du Conseil consultatif et la restructuration du Conseil d'administration, il est plus essentiel que jamais de travailler de concert et de façon systématique avec les autres intervenants, dans l'intérêt de tous. En outre, les travaux du Groupe de travail VITaL sur les tableaux de bord annuels s'étendront au niveau des membres de sorte à leur démontrer de façon plus concrète la valeur de ces indicateurs. Les travaux avec la FCI relativement à l'étude sur la mesure des résultats de la plateforme devraient aussi produire des données utiles et établir de nouveaux indicateurs pour le RCDR à l'avenir.



ÉLABORATION DE PROGRAMMES

L'année à venir sera consacrée à la négociation du renouvellement de 18 licences. Les activités du Groupe de travail se poursuivront de façon très active au fur et à mesure de l'évolution des enjeux vers les phases d'identification et de recommandation.

GOUVERNANCE

Un accent continu sera placé sur la conformité à la nouvelle *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* et l'examen de la structure des comités par le Conseil nouvellement restructuré.



Conseil d'administration

David Barnard, président

Président et vice-chancelier
University of Manitoba

Michael Ridley, vice-président*

(jusqu'en octobre 2011)
Chef de l'information et
bibliothécaire universitaire
University of Guelph

Martha Whitehead, vice-présidente*

(jusqu'en février 2012)
Bibliothécaire universitaire
Queen's University

Donna Bourne-Tyson, vice-présidente*

(mai 2011 -)
Bibliothécaire universitaire
Dalhousie University

Ronald Bond*

(jusqu'en février 2012)
Provost Emeritus
University of Calgary

Christopher Callbeck, Trésorier*

(février 2012 -)
Vice-président adjoint, Services financiers et
administratifs
University of New Brunswick, campus Saint John

Robert Clarke*

(février 2012 -)
Bibliothécaire universitaire
Trent University

Christian Detellier

(juin 2011-février 2012)
Vice recteur associé (Recherche)
Université d'Ottawa

Richard Dumont

(février 2012 -)
Directeur général, directeur des bibliothèques
Université de Montréal

Charles Eckman

Bibliothécaire universitaire et directeur des
services de bibliothèque
Simon Fraser University



Karen Grant*

Vice-provost (Études)
University of Manitoba

Thomas Hickerson

(jusqu'en février 2012)
Vice-Provost & Bibliothécaire universitaire
University of Calgary

Kim Isaac

(jusqu'en octobre 2011)
Bibliothécaire universitaire
University of the Fraser Valley

Gregory Kealey

(jusqu'en février 2012)
Provost et vice-président (Recherche)
University of New Brunswick

Mona Nemer

(jusqu'en juin 2011)
Vice-présidente (Recherche)
Université d'Ottawa

*Membre du Comité exécutif

Alison Nussbaumer*

(octobre 2011 -)
Bibliothécaire universitaire
University of Lethbridge

Ingrid Parent*

(jusqu'en février 2012)
Bibliothécaire universitaire
University of British Columbia

Benoit Séguin

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec à Trois-Rivières

Leslie Weir

(juin 2011 -)
Bibliothécaire universitaire
Université d'Ottawa

Steve Wills

(jusqu'en février 2012)
Gestionnaire aux relations gouvernementales
et aux affaires juridiques
Association des universités et collèges
du Canada



Conseil d'administration, mars 2012

Dernier rang, de gauche à droite :
David Barnard, Deb deBruijn,
Richard Dumont, Charles Eckman,
Karen Grant, Alison Nussbaumer,
Robert Clarke

Premier rang : Donna Bourne-Tyson,
Benoit Séguin, Chris Callbeck, Leslie Weir

Comités

COMITÉ DE NÉGOCIATION

Charles Eckman, président

Bibliothécaire universitaire et directeur
des services de bibliothèque
Simon Fraser University

Benoit Séguin, vice-président

Directeur du Service de la bibliothèque
Université du Québec à Trois-Rivières

John Durno

Chef, Systèmes de bibliothèque
University of Victoria

Jocelyn Godolphin

Bibliothécaire universitaire adjointe,
Services des collections
Université Concordia

Louis Houle

Directeur associé, Services à la clientèle
Sciences, santé et génie
Université McGill

Tony Horava

Bibliothécaire universitaire adjoint (Collections)
Université d'Ottawa

Charlotte Innerd (décembre 2011 -)

Chef, développement des collections et
des acquisitions
Wilfrid Laurier University

Joy Kirchner (jusqu'en avril 2011)

Bibliothécaire
University of British Columbia

Denise Koufogiannakis

Coordonnatrice des collections et des
acquisitions
University of Alberta

Lisa Petrachenko (avril 2011 -)

Gestion des collections
University of Victoria

Carol Stephenson (jusqu'en novembre 2011)

Chef des collections et bibliothécaire universitaire
adjointe
Wilfrid Laurier University

Peter Webster

Bibliothécaire universitaire associé,
Technologie de l'information
Saint Mary's University

Louise White

Bibliothécaire universitaire associé, Marine
Institute & Music Resource Centre
Memorial University of Newfoundland



Comité de négociation, mars 2012.

Dernier rang : Jocelyn Godolphin,
Louise White, Benoit Séguin, Tony Horava,
Peter Webster, Craig Olsvik, Charlotte Innerd

Premier rang : Lisa Petrachenko, Louis Houle,
Chuck Eckman, Monica Ward, Beth Dunning

Le **Comité de négociation** a été heureux de constater la participation accrue des membres aux licences ainsi que la croissance globalement modeste des cotisations au cours de l'année écoulée. La première collaboration internationale autour du nouveau contenu qui en est aux pourparlers avec le JISC (R.-U.) et le Center for Research Libraries (CRL) a également suscité l'intérêt des membres. Cet engagement illustre la valeur que le RCDR génère pour ses membres, conformément à son plan stratégique.

Chuck Eckman, président, CN

COMITÉ DES FINANCES ET DE LA VÉRIFICATION

Ingrid Parent, présidente (jusqu'en février 2012)

Bibliothécaire universitaire
University of British Columbia

Kathleen De Long (février 2012 -)

Bibliothécaire universitaire associé
University of Alberta

Christopher Callbeck (février 2012 -)

Vice-président adjoint,
Services financiers et administratifs
University of New Brunswick, campus Saint John

Gayle Gorrill

Vice-présidente, Finances et opérations
University of Victoria

Albert Caponi (jusqu'en novembre 2011)

Vice-président adjoint (Services financiers)
Université McGill

Karen Grant

Vice-rectrice, Academic Affairs
University of Manitoba

Darrell Cochrane

Controller
Dalhousie University

Lucie Mercier-Gauthier (jusqu'en juin 2011)

Vice recteur associée (Services aux étudiants)
Université d'Ottawa

Le **Comité des finances** et de la vérification encadre deux activités importantes cette année : la réinstallation des bureaux du RCDR dans un espace plus petit et l'adoption de nouvelles normes comptables canadiennes pour les organisations sans but lucratif. Ces deux activités ont été achevées conformément aux prévisions, et sans interruption des services aux membres.

Christopher Callbeck, président, Comité des finances et de la vérification

COMITÉ DE LA GOUVERNANCE

Gregory Kealey, président

(jusqu'en février 2012)
Provost et vice-président
(Recherche)
University of New Brunswick

Thomas Hickerson

(jusqu'en février 2012)
Vice-provost & Bibliothécaire
universitaire
University of Calgary

Martha Whitehead

(juin 2011 - février 2012)
Bibliothécaire universitaire
Queen's University

Ronald Bond

(jusqu'en février 2012)
Provost Emeritus
University of Calgary

Mona Nemer

(jusqu'en juin 2011)
Vice-présidente (Recherche)
Université d'Ottawa

Steve Wills (jusqu'en février 2012)

Gestionnaire aux relations
gouvernementales et aux affaires
juridiques / Association des
universités et collèges du Canada

Le **Comité de la gouvernance** a encadré le déroulement de l'examen de la gouvernance entamé en 2010 en tant que composante des réflexions autour du 10^e anniversaire du RCDR et pour se conformer à la nouvelle Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif. Le rapport final et les recommandations ont été présentés au Conseil et appuyés par les membres qui ont voté en leur faveur lors de l'AGA 2011. Cet exercice a entraîné l'élection d'un Conseil d'administration restructuré et de taille plus petite en février 2012.

Gregory Kealey, président du Comité de la gouvernance

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA VALEUR, L'INFLUENCE, LES TENDANCES ET LE LEADERSHIP (VITaL)

Joyce Garnett, présidente

Bibliothécaire universitaire
Western University

Ronald Bond

(jusqu'en février 2012)
Provost Emeritus
University of Calgary

Katherine Schultz

Vice-présidente Recherche &
Développement
University of
Prince Edward Island

Sylvie Belzile

Directrice générale,
Service des bibliothèques
et archives
Université de Sherbrooke

Helen Clarke

Vice-provost associée,
Collections
University of Calgary

John Teskey

Directeur des bibliothèques
University of New Brunswick

Le **Groupe de travail sur la valeur, l'influence, les tendances et le leadership** (VITaL) continue d'œuvrer à l'établissement et à la communication d'indicateurs de rendement. Cette année, il avait axé ses activités sur la préparation du texte narratif et du tableau de bord annuel, ainsi que sur l'avancement des travaux en collaboration avec la FCI autour de l'Étude sur la mesure des résultats de la plateforme (EMRP), en prévision de la réunion du Comité d'experts international de la FCI, plus tard cette année.

Joyce Garnett, présidente du Groupe de travail VITaL

Membres du personnel

Deb deBruijn

Directrice générale
Tél. : 613-907-7029
Cell. : 613-882-8966
debruijn@crkn.ca

Donald Bidd

Gestionnaire, Programmes de contenu
Tél. : 613-907-7036
Cell. : 613-851-9911
dbidd@crkn.ca

Ken Blonski

Directeur des opérations
Tél. : 613-907-7030
Cell. : 613-853-1911
kblonski@crkn.ca

Administratrice de bureau

Tél. : 613-907-7032
info@crkn-rcdr.ca

Bill Kuurstra (sous contrat)

Agent des Finances
Tél. : 613-907-7037
finance@crkn.ca

Craig Olsvik

Agent des services aux membres et des licences
Tél. : 613-907-7033
Cell. : 613-769-1832
colsvik@crkn.ca

Dyna Vink

Directrice des communications
Tél. : 613-907-7034
Cell. : 613-797-0188
dvink@crkn.ca

Monica Ward

Agente des services aux membres et des licences
Tél. : 613-907-7031
Cell. : 613-219-6919
mward@crkn.ca



Membres du personnel, juillet 2012

Dernier rang : Craig Olsvik, Ken Blonski,
Bill Kuurstra

Rang du milieu : Don Bidd, Dyna Vink,
Anne-Marie Ethier

Premier rang : Deb deBruijn, Monica Ward

Principaux résultats financiers

Le RCDR a un appareil administratif allégé qui s'attache à l'efficacité, à des pratiques exemplaires et à une gestion prudente. Comme l'illustre le graphique des revenus de 2011-2012, les revenus du RCDR proviennent principalement des droits de licence payés par les membres, ainsi que des revenus associés au projet de l'ICN, des cotisations et des intérêts.

REVENUS DU RCDR EN 2011-2012



Les revenus du RCDR pour l'exercice 2011-2012 se sont élevés à 89,1 M\$ et proviennent des droits de licence de contenu, du projet de l'ICN, des cotisations et de revenus divers.

Du côté des dépenses, le RCDR consacre 98 % de ses revenus aux licences de contenu. Les opérations - y compris l'administration, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, et la gouvernance - ne représentent que 2 % des dépenses. Cela fait du RCDR l'une des administrations les plus légères et les plus efficaces du secteur sans but lucratif.

DÉPENSES DU RCDR EN 2011-2012

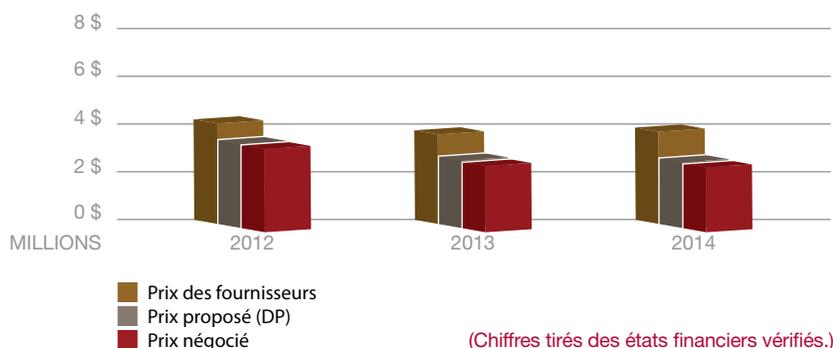


98 % des dépenses pour l'exercice 2011-2012 consistaient en droits de licence de contenu. Le reste était constitué des dépenses pour l'administration, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels et la gouvernance.

Valeur pour les membres

La valeur pour les membres continue d'augmenter d'une année à l'autre. Sur les huit renouvellements de licence du projet de l'ICN effectués pour 2012-2014, le RCDR a été en mesure de négocier et d'obtenir pour ses membres des avantages considérables, aussi bien en termes de prix que de contenu. Les membres profitent des paiements non récurrents effectués au cours des trois premières années de l'entente, soit un prix négocié de 43,24 M\$ comparé au prix des fournisseurs de 208,66 M\$, en payant des frais récurrents inférieurs pour l'accès continu au contenu sous licence au cours des trois prochaines années.

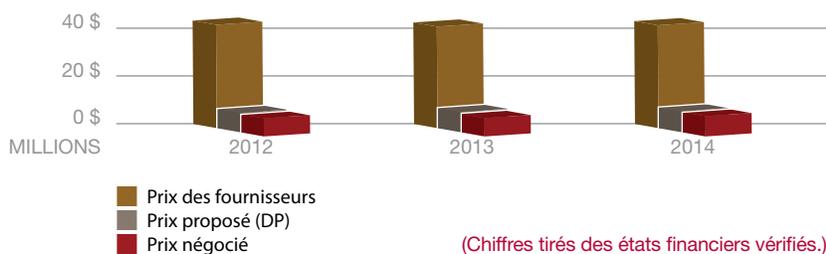
RENOUVELLEMENTS DANS LE CADRE DU PROJET DE L'ICN 2012-2014



Entre 2012 et 2014, les établissements participant aux licences du projet de l'ICN paieront des droits d'accès négociés pour un prix cumulé de 8,38 M\$, comparativement au prix des fournisseurs de 11,58 M\$ en dehors du consortium.

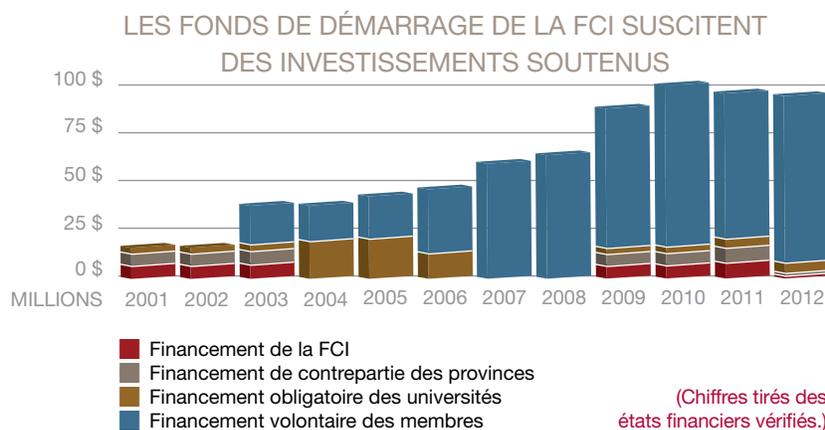
À l'issue du dégroupage effectué lors de la dernière négociation, sept renouvellements de licences ont été négociés pour un montant total de 18,03 M\$, inférieur aux prix de la demande de propositions (DP) de 18,31 M\$, et nettement plus intéressant que le prix de 126,89 M\$ des fournisseurs, en dehors du consortium.

RENOUVELLEMENTS DES LICENCES ORDINAIRES EN 2012-2014



Le RCDR a généré de la valeur pour ses membres avec 7 renouvellements des licences ordinaires négociés pour un montant cumulé de 18,03 M\$, inférieur au prix de la DP de 18,31 M\$ et nettement plus intéressant que le prix de 126,89 M\$ des fournisseurs, en dehors du consortium.

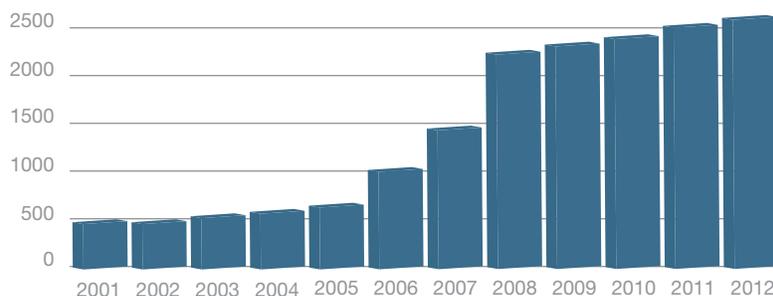
On se rend compte de l'importance de l'investissement de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) dans l'établissement d'une infrastructure de collaboration pour le contenu de la recherche numérique. En 2001, la FCI a contribué au Projet canadien de licences de site nationales à hauteur de 40 % (20 millions de dollars); 60 % sont constitués de fonds de contrepartie des gouvernements provinciaux et des établissements membres. En profitant de ces contributions, les membres continuent d'investir dans du contenu de grande valeur, et à générer des atouts supplémentaires dans le cadre de modalités de licences avantageuses, de projets de recherche interdisciplinaire et de recrutement de cerveaux. En 2009, la FCI a encore une fois investi dans le projet de l'ICN (19,1 millions de dollars). Depuis son lancement, y compris les activités de son précurseur, le PCLSN, le RCDR a fait l'acquisition de 767 millions de dollars en contenu au nom de ses établissements membres. Une estimation prudente donne à penser que si chaque établissement avait fait à titre individuel l'acquisition du contenu sous licence du RCDR, le coût pour les membres du RCDR aurait été proche de 2,2 milliards de dollars sur la même période. (Tous les chiffres sont exprimés en CAD au 31 mars 2012).



L'investissement initial de 6,2 millions de dollars fait par la FCI pour le Projet canadien de licences de site nationales (20 millions de dollars au total) en 2001 a atteint plus de 89 millions de dollars en 2012 grâce aux investissements des bailleurs de fonds provinciaux partenaires et des établissements membres. Parallèlement à l'augmentation régulière de la participation aux licences, les taux de change favorables et la faiblesse des coûts récurrents du projet de l'ICN ont généré des coûts inférieurs pour le même contenu. Cela témoigne de la valeur engendrée par l'infrastructure de collaboration du RCDR.

ACCROISSEMENT DE LA PARTICIPATION

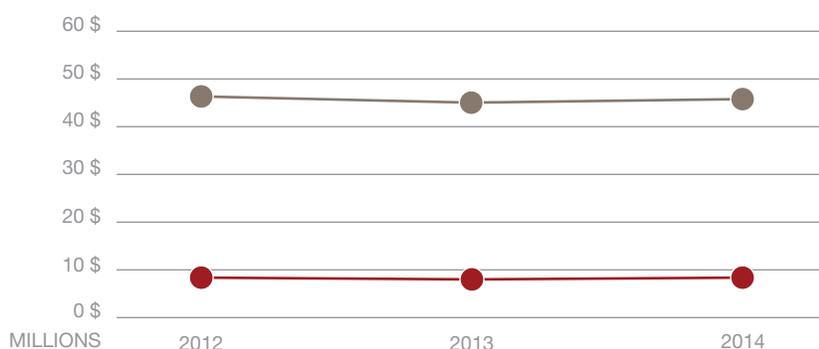
La participation aux licences ne cesse de croître en dépit d'une conjoncture économique difficile. Cette tendance concerne les achats non récurrents, combinés aux licences pluriannuelles, avec 75 membres.



En 2012, le RCDR disposait de 52 licences dont les membres ont pu bénéficier à travers 2 616 ententes. La participation s'est accrue de manière appréciable. En 2007, on comptait 33 licences pour 1 487 ententes, avant le projet de l'ICN.

En combinant les sept licences et les renouvellements du projet de l'ICN, le RCDR a négocié des contrats pour un prix annuel inférieur à 9 M\$, comparativement au prix des fournisseurs de 46 M\$ en dehors du consortium. Les membres profitent du prix négocié, ainsi que de la protection contre les hausses annuelles excessives. Sur la durée du contrat triennal, les membres paieront un prix négocié cumulatif de 26,41 M\$, comparativement à un prix cumulatif des fournisseurs de 138,47 M\$.

RENOUVELLEMENTS DES LICENCES ORDINAIRES ET DE L'ICN COMPARÉ AU PRIX DES FOURNISSEURS ET AU TARIF NÉGOCIÉ POUR 2012-2014

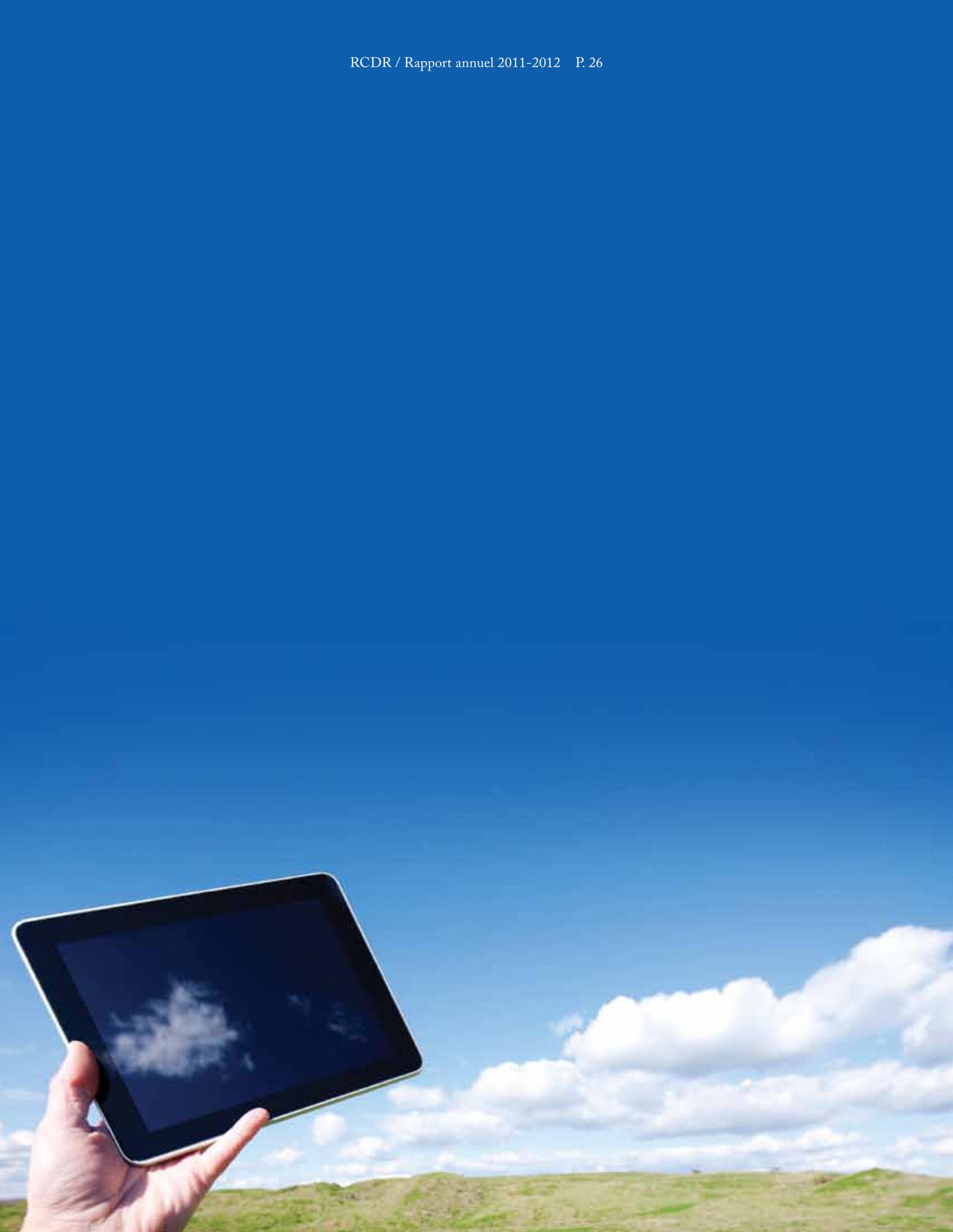


FRÉQUENTATION DES SITES WEB

Le RCDR a procédé au suivi des statistiques d'utilisation depuis avril 2010, tant pour son site Web public que pour le Module d'information sur les licences (MIL) réservé aux membres. Le MIL prend en charge 520 comptes et constitue une source d'informations techniques qui est consultée en moyenne 8 minutes par visite, comparativement à une moyenne d'une minute dans l'industrie. Sa fréquentation a augmenté de façon très marquée (58 %) au cours de l'année écoulée, poussée notamment par le lancement du Serveur de liste de diffusion+, qui comptait à lui seul 3 000 visites. Le site organisationnel en anglais a connu une modeste croissance des visites et des visualisations de pages, ainsi qu'une augmentation de 27 % du temps de visite. À l'inverse, les visites sur le site en français et les pages visualisées dans cette langue ont observé une nette baisse, alors que le temps passé sur le site a augmenté. En mars 2012, le RCDR a lancé le MIL en français.

FRÉQUENTATION DES SITES WEB DU RCDR (1^{ER} AVRIL 2011 - 31 MARS 2012)

	VISITES	PAGES VISUALISÉES	TEMPS MOYEN (MINUTES)
Module d'information sur les licences (MIL) (anglais)	13 045	104 205	8,02
Site organisationnel du RCDR – français	2 339	9 516	4,30
Site organisationnel du RCDR – anglais	16 688	66 679	4,23



*Financial Statements of
États financiers du*

**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**

*March 31, 2012
31 mars 2012*



Independent Auditor's Report

To the Members of
Canadian Research Knowledge Network

Report on the Financial Statements

We have audited the accompanying financial statements of Canadian Research Knowledge Network (CRKN), which comprise the statements of financial position as at March 31, 2012, March 31, 2011 and April 1, 2010 and the statements of revenue and expenses, changes in net assets and cash flows for the years ended March 31, 2012 and March 31, 2011, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

Management's Responsibility for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance about whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgement, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux membres du
Réseau canadien de documentation pour la recherche

Rapport sur les états financiers

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR), qui comprennent les bilans aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010 et les états des revenus et des dépenses, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie des exercices clos les 31 mars 2012 et 31 mars 2011 ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Independent Auditor's Report (continued)

Auditor's Responsibility (continued)

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the CRKN as at March 31, 2012, March 31, 2011 and April 1, 2010 and the results of its operations and its cash flows for the years ended March 31, 2012 and March 31, 2011 in accordance with Canadian standards for not-for-profit organizations.

Emphasis of Matter

Without modifying our opinion, we draw attention to note 2 to the financial statements and the fact that CRKN adopted the new accounting standards for not-for-profit organizations for its March 31, 2012 financial statements prior to the mandatory implementation date.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

As required by the Canada Corporations Act, we report that, in our opinion, these principles have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Rapport de l'auditeur indépendant (suite)

Responsabilité de l'auditeur (suite)

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du RCDR aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 mars 2012 et 31 mars 2011, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers qui indique que RCDR a adopté les nouvelles normes canadiennes pour organismes sans but lucratif avant la mise en application obligatoire pour ses états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2012.

Rapport relatif à d'autres exigences légales et réglementaires

Selon les exigences de la Loi sur les corporations canadiennes, nous déclarons qu'à notre avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Deloitte & Touche LLP/s.r.l.

Chartered Accountants
Licensed Public Accountants

June 22, 2012

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 22 juin 2012

PAGE

Statements of Financial Position	1	Bilans
Statements of Revenue and Expenses	2	États des revenus et des dépenses
Statements of Changes in Net Assets	3	États de l'évolution de l'actif net
Statements of Cash Flows	4	États des flux de trésorerie
Notes to the Financial Statements	5 - 14	Notes complémentaires
Schedule A - DCI Project (Initial Period) Revenue and Expenses	15	Annexe A - Revenus et dépenses du projet de l'ICN (période initiale)
Schedule B - DCI Sustainability Revenue and Expenses	15	Annexe B - Revenus et dépenses de la période de soutenabilité de l'ICN

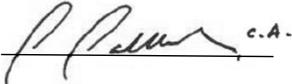
**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**
Statements of Financial Position
as at March 31, 2012, March 31, 2011 and April 1, 2010

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**
Bilans
aux 31 mars 2012, 31 mars 2011 et 1^{er} avril 2010

	March 31, 31 mars 2012	March 31, 31 mars 2011	April 1, 1 ^{er} avril 2010	
CURRENT ASSETS				ACTIF À COURT TERME
Cash	\$ 2,076,927	\$ 2,399,171	\$ 24,819,722	Encaisse
License and operations fees receivable	279,990	1,450,030	7,459,734	Frais de licences et d'exploitation à recevoir
Government remittances receivable	1,972,137	181,641	49,930	Sommes à recevoir de l'État
Canada Foundation for Innovation (CFI) holdback receivable	17,094	154,924	292,472	Retenue sur contrat recevable de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI)
Prepaid licenses	64,063,766	60,055,618	53,259,362	Licences payées d'avance
Prepaid licenses - Digital Content Infrastructure (DCI) project	-	1,016,600	3,155,133	Licences payées d'avance - Projet de l'infrastructure de contenu numérique (ICN)
Prepaid licenses - DCI sustainability period	2,594,371	1,677,600	-	Licences payées d'avance - Période de soutenabilité du projet de l'ICN
Other prepaid expenses	58,072	56,035	32,830	Autres frais payés d'avance
	71,062,357	66,991,619	89,069,183	
CAPITAL ASSETS (note 5)	121,783	231,530	217,478	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 5)
	\$ 71,184,140	\$ 67,223,149	\$ 89,286,661	
CURRENT LIABILITIES				PASSIF À COURT TERME
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 1,911,498	\$ 410,422	\$ 12,047,226	Créditeurs et frais cours
Government remittances payable	67,769	780	1,017,859	Sommes à remettre à l'État
Deferred revenue for license fees (note 6)	64,404,534	61,175,032	60,649,103	Revenus reportés relatifs aux frais de licences (note 6)
Deferred revenue - DCI project (initial period) (note 7)	226,915	1,135,185	12,791,812	Revenus reportés - Projet de l'ICN (période initiale) (note 7)
Deferred revenue - DCI sustainability period (note 8)	2,482,447	1,850,995	-	Revenus reportés - Période de soutenabilité du projet de l'ICN (note 8)
	69,093,163	64,572,414	86,506,000	
NET ASSETS				ACTIF NET
Invested in capital assets	121,783	231,530	217,478	Investi en immobilisations corporelles
Internally restricted (note 11)	17,094	154,924	700,000	Affecté d'origine interne (note 11)
Unrestricted	1,952,100	2,264,281	1,863,183	Non affecté
	2,090,977	2,650,735	2,780,661	
	\$ 71,184,140	\$ 67,223,149	\$ 89,286,661	

APPROVED BY THE BOARD OF DIRECTORS

Administrator  Administrateur

Administrator  Administrateur

AU NOM DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**
Statements of Revenue and Expenses
years ended March 31, 2012 and 2011

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**
États des revenus et des dépenses
des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

	Budget 2012 (unaudited) (non audité)	2012	2011	
Revenue				Revenus
License fees	\$ 93,857,565	\$ 82,187,544	\$ 79,140,469	Frais de licences
DCI project (initial period) (Schedule A)	1,200,000	1,223,684	16,792,817	Projet de l'ICN (période initiale) (Annexe A)
DCI sustainability period (Schedule B)	6,261,674	4,506,760	710,782	Période de soutenabilité du projet de l'ICN (Annexe B)
Operations fees	916,350	916,350	894,000	Frais d'exploitation
Interest revenue	150,000	203,291	161,091	Intérêts
Other revenue	47,600	51,755	38,283	Autres revenus
	102,433,189	89,089,384	97,737,442	
Expenses				Dépenses
Licenses	93,857,565	82,187,544	79,157,310	Licences
DCI project (initial period) (Schedule A)	1,200,000	1,223,684	16,792,817	Projet de l'ICN (période initiale) (Annexe A)
DCI sustainability period (Schedule B)	6,261,674	4,506,760	710,782	Période de soutenabilité du projet de l'ICN (Annexe B)
Salaries and benefits	610,874	540,669	556,106	Salaires et avantages sociaux
Professional fees	187,090	290,367	124,066	Honoraires professionnels
Insurance	6,580	6,673	6,580	Assurances
Administration	532,742	504,759	267,831	Administration
Telecommunications	15,768	13,993	14,354	Télécommunications
Meetings and conferences	75,025	89,600	67,875	Réunions et conférences
Meals, travel and accommodations	89,910	86,273	110,331	Repas, déplacements et logements
Amortization of capital assets	198,709	198,820	59,316	Amortissement des immobilisations corporelles
	103,035,937	89,649,142	97,867,368	
EXCESS OF EXPENSES OVER REVENUE	\$ (602,748)	\$ (559,758)	\$ (129,926)	EXCÉDENT DES DÉPENSES SUR LES REVENUS

**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**
Statements of Changes in Net Assets
years ended March 31, 2012 and 2011

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**
États de l'évolution de l'actif net
des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

	Invested in Capital Assets	Internally Restricted	Unrestricted		Total	
			Affecté d'origine interne	Non affecté		
BALANCE, BEGINNING OF YEAR	\$ 231,530	\$ 154,924	\$ 2,264,281	\$ 2,650,735	\$ 2,780,661	SOLDE AU DÉBUT
Excess of expenses over revenue	-	-	(559,758)	(559,758)	(129,926)	Excédent des dépenses sur les revenus
Purchase of capital assets	89,073	-	(89,073)	-	-	Acquisition d'immobilisations corporelles
Amortization of capital assets	(198,820)	-	198,820	-	-	Amortissement des immobilisations corporelles
Transfer (note 11)	-	(137,830)	137,830	-	-	Transfert (note 11)
BALANCE, END OF YEAR	\$ 121,783	\$ 17,094	\$ 1,952,100	\$ 2,090,977	\$ 2,650,735	SOLDE À LA FIN

**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**
Statements of Cash Flows
years ended March 31, 2012 and 2011

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**
États des flux de trésorerie
des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
NET INFLOW (OUTFLOW) OF CASH RELATED TO THE FOLLOWING ACTIVITIES:			AUGMENTATION (DIMINUTION) DE L'ENCAISSE LIÉE AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :
OPERATING			EXPLOITATION
Excess of expenses over revenues	\$ (559,758)	\$ (129,926)	Excédent des dépenses sur les revenus
Item not affecting cash			Élément sans incidence sur l'encaisse
Amortization of capital assets	198,820	59,316	Amortissement des immobilisations corporelles
	(360,938)	(70,610)	
Changes in non-cash operating working capital items:			Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation :
Decrease in license and operations fees receivable	1,170,040	6,009,704	Diminution des frais de licences et d'exploitation à recevoir
Increase in Government remittances receivable	(1,790,496)	(131,711)	Augmentation des sommes à recevoir de l'État
Decrease in CFI holdback receivable	137,830	137,548	Diminution de la retenue sur contrat recevable de la FCI
Decrease (increase) in prepaid licenses	(3,908,319)	(6,335,323)	Diminution (augmentation) des licences payées d'avance
Decrease (increase) in other prepaids	(2,037)	(23,205)	Diminution (augmentation) des autres frais payés d'avance
Increase (decrease) in accounts payable and accrued liabilities	1,501,076	(11,636,804)	Augmentation (diminution) des créiteurs et frais courus
Increase (decrease) in Government remittances payable	66,989	(1,017,079)	Augmentation (diminution) des sommes à payer à l'État
Increase (decrease) in deferred revenue	2,952,684	(9,279,703)	Augmentation (diminution) des revenus reportés
	(233,171)	(22,347,183)	
INVESTING			INVESTISSEMENT
Purchase of capital assets	(89,073)	(73,368)	Acquisition d'immobilisations corporelles
NET CASH OUTFLOW	(322,244)	(22,420,551)	DIMINUTION NETTE DE L'ENCAISSE
CASH, BEGINNING OF YEAR	2,399,171	24,819,722	ENCAISSE AU DÉBUT
CASH, END OF YEAR	\$ 2,076,927	\$ 2,399,171	ENCAISSE À LA FIN

1. NATURE OF ACTIVITIES

The Canadian Research Knowledge Network (CRKN) was incorporated on April 1, 2004 under the Canada Corporations Act. Its mission is to expand digital content for the academic research enterprise in Canada. Through the coordinated leadership of librarians, researchers, and administrators, CRKN undertakes large-scale content acquisition and licensing initiatives in order to build knowledge infrastructure and research capacity in Canada's universities.

The CRKN is a federally-incorporated not-for-profit organization and as such is exempt from income taxes.

2. ADOPTION OF A NEW ACCOUNTING FRAMEWORK

During the year ended March 31, 2012, CRKN adopted the new accounting standards for not-for-profit organizations (the "new standards") issued by the Canadian Institute of Chartered Accountants ("CICA"). In accordance with Section 1500 of the CICA Handbook, *First-Time Adoption*, ("Section 1500"), the date of transition to the new standards is April 1, 2010 and CRKN has prepared and presented an opening balance sheet at the date of transition to the new standards. This opening balance sheet is the starting point for the entity's accounting under the new standards. In its opening balance sheet, under the recommendations of Section 1500, CRKN:

- a) recognized all assets and liabilities whose recognition is required by the new standards;
- b) did not recognize items as assets or liabilities if the new standards do not permit such recognition;
- c) reclassified items that it recognized previously as one type of asset, liability or component of net assets, but are recognized as a different type of asset, liability or component of net assets under the new standards; and
- d) applied the new standards in measuring all recognized assets and liabilities.

In accordance with the requirements of Section 1500, the accounting policies set out in Note 3 have been consistently applied to all years presented and adjustments resulting from the adoption of the new standards have been applied retrospectively.

1. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

Le Réseau canadien de documentation pour la recherche (RCDR) a été constitué le 1^{er} avril 2004 en vertu de la Loi sur les corporations canadiennes. Sa mission a pour objet l'expansion du contenu numérique pour la recherche universitaire au Canada. Sous la direction concertée de bibliothécaires, de chercheurs et d'administrateurs, le RCDR fait l'acquisition du contenu et négocie des licences sur une grande échelle en vue de bâtir une infrastructure de connaissance et une capacité de recherche dans les universités canadiennes.

Le RCDR est un organisme sans but lucratif et est, par conséquent, exonéré d'impôt.

2. ADOPTION DU NOUVEAU RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, la société a adopté les nouvelles normes comptables pour organismes sans but lucratif (les "nouvelles normes") adoptées par l'Institut Canadien des comptables agréés (ICCA). Conformément au chapitre 1500 du Manuel de l'ICCA intitulé *Application initiale des normes*, la date de transition des nouvelles normes est le 1^{er} avril 2010 et la société a préparé et présenté un bilan d'ouverture en date de cette transition aux nouvelles normes. Ce bilan d'ouverture représente le point de départ de sa comptabilité selon les normes comptables pour les entreprises à capital fermé. Dans son bilan d'ouverture et en vertu des recommandations du chapitre 1500, la société :

- a) comptabilise tous les actifs et passifs dont la comptabilisation est prescrite par les normes;
- b) ne comptabilise pas des éléments en tant qu'actifs ou passifs si les normes n'autorisent pas une telle comptabilisation;
- c) reclasse les éléments qu'elle comptabilisait auparavant dans une catégorie donnée d'actifs, de passifs ou de composantes des actifs nets, mais qui, selon les normes, appartiennent à une autre catégorie donnée d'actifs, de passifs ou de composantes des actifs nets;
- d) applique les normes pour l'évaluation de tous les actifs et passifs comptabilisés.

Conformément aux exigences du chapitre 1500, les méthodes comptables décrites à la note 3 ont été appliquées de la même manière pour les années présentées et les ajustements provenant de l'adoption des nouvelles normes ont été appliqués à postériori.

**2. ADOPTION OF A NEW ACCOUNTING FRAMEWORK
(continued)**

Other than a reclassification of government remittances on the balance sheet as disclosed below, there was no other impact on the March 31, 2011 financial statements and April 1, 2010 balance sheet with regards to adopting the new standards.

Government remittances

The new standards require separate disclosure of the amount of government remittances. Accordingly, amounts of \$181,641 as at March 31, 2011 and \$49,930 at April 1, 2010 have been reclassified from accounts payable and accrued liabilities to government remittances receivable and amounts of \$780 as at March 31, 2011 and \$1,017,859 as at April 1, 2010 have been reclassified from accounts payable and accrued liabilities to government remittances payable.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and reflect the following significant accounting policies:

Financial instruments

Financial assets and financial liabilities are initially recognized at fair value when CRKN becomes a party to the contractual provisions of the financial instrument. Subsequently, all financial instruments are measured at amortized cost except for the following instruments:

- a) Investments in unlisted shares, which are measured at cost less any reduction for impairment;
- b) Investments in listed shares and derivative financial instruments that are not designated in a qualifying hedging relationship, which are measured at fair value at the balance sheet date. The fair value of listed shares is based on the latest closing price and the fair value quote received from the bank counterparty is used as a proxy for the fair value of derivative financial instruments.

**2. ADOPTION DU NOUVEAU RÉFÉRENTIEL
COMPTABLE (suite)**

Il n'y a pas eu d'impact suite à l'adoption des nouvelles normes sur les états financiers au 31 mars 2011 et sur le bilan au 1^{er} avril 2010 autre que le reclassement des sommes de l'État tel qu'indiqué ci-dessous.

Sommes de l'État

Les nouvelles normes requièrent la divulgation du montant des sommes de l'État. Par conséquent, les montants de 181 641 \$ au 31 mars 2011 et de 49 930 \$ au 1^{er} avril 2010 ont été reclassés des créditeurs et frais courus aux sommes à recevoir de l'État et les montants de 780 \$ au 31 mars 2011 et de 1 017 859 \$ au 1^{er} avril 2010 ont été reclassés des créditeurs et frais courus aux sommes à remettre à l'État.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur au moment où RCDR devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Par la suite, tous les instruments financiers sont évalués au coût après amortissement, à l'exception des instruments suivants :

- a) Les placements en actions non cotées, lesquels sont évalués au coût, diminué pour tenir compte de la dépréciation, le cas échéant.
- b) Les placements en actions cotées ainsi que les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture admissible, lesquels sont évalués à la juste valeur à la date de clôture. La juste valeur des actions cotées est établie à partir du dernier cours de clôture et le cours de la juste valeur reçue de la contrepartie bancaire tient lieu de juste valeur pour des instruments financiers dérivés.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Financial instruments (continued)

Interest earned on short-term investments and bonds, dividends received on unlisted shares, unrealized gains and losses on listed shares, and realized gains and losses on sale of short-term investments and bonds are included in interest revenue in the statement of revenue and expenses.

Transaction costs related to financial instruments measured subsequent to initial recognition at fair value are expensed as incurred. Transaction costs related to other financial instruments are added to the carrying value of the asset or netted against the carrying value of the liability and are then recognized over the expected life of the instrument using the straight-line method. Any premium or discount related to an instrument measured at amortized cost is amortized over the expected life of the item using the straight-line method and recognized in net earnings as interest income or expense.

With respect to financial assets measured at cost or amortized cost, CRKN recognizes in net earnings an impairment loss, if any, when there are indicators of impairment and it determines that a significant adverse change has occurred during the period in the expected timing or amount of future cash flows. When the extent of impairment of a previously written-down asset decreases and the decrease can be related to an event occurring after the impairment was recognized, the previously recognized impairment loss is reversed to the statements of revenue and expenses in the period the reversal occurs.

Embedded foreign currency derivative

The CRKN will account for embedded foreign currency derivative in a host contract that is not a financial instrument as a single instrument, provided it is not leveraged, does not contain an option feature, and requires payments denominated in a currency that is commonly used in contracts to purchase items in the economic environment in which the transaction takes place.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Instruments financiers (suite)

Les revenus d'intérêts sur les placements à court terme et les obligations, les dividendes reçus sur les actions non cotées, les gains et pertes réalisés sur les actions cotées et les gains et pertes réalisés sur la cession de placements à court terme et obligations sont inclus dans les revenus d'intérêt à l'état des revenus et des dépenses.

Les coûts de transaction liés aux instruments financiers évalués après leur comptabilisation initiale à la juste valeur sont passés en charges au moment où ils sont engagés. Dans le cas des autres instruments financiers, les coûts de transaction sont comptabilisés en augmentation de la valeur comptable de l'actif ou en diminution de la valeur comptable du passif et sont ensuite constatés sur la durée de vie utile prévue de l'instrument selon la méthode linéaire. Tout escompte ou prime lié à un instrument évalué au coût après amortissement est amorti sur la durée de vie prévue de l'instrument selon la méthode linéaire et comptabilisé en résultat net à titre de produit ou de charge d'intérêt.

Dans le cas des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, le RCDR comptabilise en résultat net une réduction de valeur, le cas échéant, lorsqu'il y a des indications de dépréciation et qu'elle observe un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Lorsque l'ampleur de la dépréciation d'un actif précédemment déprécié se réduit et que la réduction peut être rattachée à un événement postérieur à la comptabilisation de la moins-value, la moins-value déjà comptabilisée fait l'objet d'une reprise à même l'état des revenus et des dépenses de l'exercice au cours duquel la reprise a lieu.

Dérivé en monnaie étrangère incorporé

Le RCDR traitera un dérivé en monnaie étrangère incorporé dans un contrat hôte qui n'est pas un instrument financier comme un instrument unique, à la condition qu'il ne soit pas soumis à un effet de levier, qu'il ne comporte pas d'option et qu'il prévoit des paiements libellés dans une monnaie couramment utilisée dans les contrats d'achats d'éléments non financiers dans l'environnement économique où intervient la transaction.

3. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES (continued)

Revenue recognition

The CRKN follows the deferral method of accounting for revenues. Unrestricted revenues (all revenue but operation and license fees) are recognized as revenue when received or receivable if the amount to be received can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Operation fees and license fees that pertain to subsequent years are deferred and recognized as revenue in the period to which they relate.

Capital assets

Capital assets are recorded at cost, and are being amortized on a straight-line basis at the following terms:

Office equipment	5 years
Computer equipment	3 years
Website	3 years
Computer software	3 years
Phone equipment	5 years
Leasehold improvements	5 years

Allocation of expenses

Certain administrative expenses are allocated to the sustainability period of the DCI project in accordance with the budget approved by CRKN's Board of Directors. The allocated expenses are disclosed in Schedule B to the financial statements.

Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian standards for not-profit-organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. The estimated useful life of capital assets and the accrued liabilities are the most significant items where estimates are used. Actual results could differ from these estimates.

3. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Constatation des produits

Le RCDR applique la méthode du report pour les revenus. Les produits non affectés (tous les revenus à l'exception des frais d'exploitation et de licences) sont constatés au moment où ils sont reçus ou lorsqu'ils sont recevables si le montant recevable peut raisonnablement être estimé et que le recouvrement est raisonnablement assuré. Les frais d'exploitation et les frais de licence relatifs aux exercices ultérieurs sont reportés et comptabilisés comme revenus dans la période à laquelle ils se rapportent.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des durées suivantes :

Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Site Web	3 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Équipement téléphonique	5 ans
Améliorations locatives	5 ans

Ventilation des dépenses

La ventilation de certaines dépenses administratives à la période de soutenabilité du projet de l'ICN est effectuée conformément au budget approuvé par le Conseil d'administration du RCDR. Les dépenses ventilées sont présentées à l'annexe B des états financiers.

Utilisation d'estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. La durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les frais courus sont les éléments les plus importants pour lesquels des estimations ont été utilisées. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

4. CAPITAL MANAGEMENT

The CRKN's objectives in managing capital (net assets) are:

- a) to ensure that sufficient financial resources are in place to deliver on the priorities set by the Board of Directors;
- b) to maintain a minimum reserve for an operational contingency;
- c) to invest funds in financial instruments which present a conservative or low risk, in accordance with its investment policy statement; and
- d) to determine, on a regular basis, the appropriate level of dues to be charged to members.

The CRKN manages its capital to ensure that there are adequate capital resources to provide services to members. The CRKN does not have any short-term or long-term debt.

The CRKN monitors its capital by reviewing various financial metrics, including cash flow and variances to forecasts and budgets.

The CRKN follows a budget monitoring and modification policy to routinely and systematically evaluate financial results to budget and, as required, inform the Finance & Audit Committee and Board of deviations.

CRKN also employs an unrestricted net asset policy to govern management of net assets and to ensure responsible stewardship of organizational equity on behalf of members. In particular, the policy specifies a minimum and maximum limit to unrestricted net assets.

Capital management objectives, policies and procedures are unchanged since the preceding year. The CRKN has complied with all the capital requirements.

4. GESTION DU CAPITAL

Les objectifs du RCDR en ce qui a trait à la gestion de son capital (actif net) sont les suivants :

- a) de s'assurer d'avoir les ressources financières suffisantes pour respecter les priorités déterminées par le Conseil d'administration;
- b) de maintenir une réserve pour une éventualité opérationnelle;
- c) d'investir ses fonds dans des instruments financiers à risque faible ou conservateur, en accord avec sa politique de placement;
- d) de déterminer, sur une base régulière, les cotisations appropriées à imposer aux membres.

Le RCDR gère son capital de façon à s'assurer que les ressources financières sont adéquates afin d'offrir les services aux membres. Le RCDR n'a pas de dette à court terme ni de dette à long terme.

Le RCDR contrôle son capital en révisant différentes mesures financières, incluant les flux de trésorerie et les écarts par rapport aux prévisions et aux budgets.

Le RCDR a adopté un politique de gestion et de modification du budget afin de systématiquement évaluer les résultats financiers contre le budget et, si nécessaire, avertir le Conseil des déviations.

Le RCDR utilise également une politique quant à la gestion de son actif net non affecté qui gouverne la gestion de son actif net afin d'assurer aux membres une gestion responsable des capitaux organisationnels détenus en leur nom. En particulier, la politique précise une limite minimale et maximale quant à l'actif net non affecté.

Les objectifs, politiques et procédures ayant trait à la gestion du capital sont demeurés inchangés par rapport à l'exercice précédent. Le RCDR a respecté toutes les exigences concernant son capital.

5. CAPITAL ASSETS

	March 31, 2012 31 mars 2012			March 31, 2011 31 mars 2011	April 1, 2010 1 ^{er} avril 2010	
	Cost	Accumulated Amortization	Net Book Value	Net Book Value	Net Book Value	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette	Valeur nette	
Office equipment	\$ 77,565	\$ 67,408	\$ 10,157	\$ 29,150	\$ 45,848	Matériel de bureau
Computer equipment	59,335	56,020	3,315	5,881	5,619	Matériel informatique
Website	88,579	36,422	52,157	54,168	267	Site Web
Computer software/systems	63,850	10,645	53,205	-	389	Logiciels informatiques
Phone equipment	7,073	6,466	607	1,822	3,037	Équipement téléphonique
Leasehold improvements	220,433	218,091	2,342	140,509	162,318	Améliorations locatives
	\$ 516,835	\$ 395,052	\$ 121,783	\$ 231,530	\$ 217,478	

During the year ended March 31, 2012, CRKN wrote down the net book value of leasehold improvements to reflect the early termination of its existing office space lease of April 14, 2012.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012, le RCDR a radié une partie de la valeur nette des améliorations locatives afin de refléter la fin anticipée du bail pour ses locaux le 14 avril 2012.

6. DEFERRED REVENUE FOR LICENSE FEES

Deferred revenue relate to amounts received or receivable from members for license fees for future fiscal years.

6. REVENUS REPORTÉS RELATIFS AUX FRAIS DE LICENCES

Les revenus reportés se rapportent aux montants reçus ou à recevoir en provenance des membres pour les frais de licences et d'exploitation des exercices subséquents.

	March 31, 31 mars 2012	March 31, 31 mars 2011	April 1, 1 ^{er} avril 2010	
Balance, beginning of year	\$ 61,175,032	\$ 60,649,103	\$ 59,753,190	Solde au début
Contributions received during the year	85,417,046	79,666,398	87,380,406	Apports reçus au cours de l'exercice
Contributions recognized as revenue	(82,187,544)	(79,140,469)	(86,484,493)	Apports constatés comme revenus
Balance, end of year	\$ 64,404,534	\$ 61,175,032	\$ 60,649,103	Solde à la fin

7. DEFERRED REVENUE - DCI PROJECT (INITIAL PERIOD)

Deferred revenue relates to contributions for the DCI Project received or receivable from the Canada Foundation for Innovation (CFI), provincial governments and participating institutions for DCI Project fees that pertain to future fiscal years.

	March 31, 31 mars 2012	March 31, 31 mars 2011	April 1, 1 ^{er} avril 2010	
Balance, beginning of year	\$ 1,135,185	\$ 12,791,812	\$ 10,497,901	Solde au début
Contributions received during the year	315,414	5,136,190	18,150,657	Apports reçus au cours de l'exercice
Contributions recognized as revenue	<u>(1,223,684)</u>	<u>(16,792,817)</u>	<u>(15,856,746)</u>	Apports constatés comme revenus
Balance, end of year	<u>\$ 226,915</u>	<u>\$ 1,135,185</u>	<u>\$ 12,791,812</u>	Solde à la fin

7. REVENUS REPORTÉS - PROJET DE L'ICN (PÉRIODE INITIALE)

Les revenus reportés se rapportent aux apports reçus ou à recevoir de la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), des gouvernements provinciaux et des institutions participantes au projet de l'ICN pour les frais du projet des exercices subséquents.

8. DEFERRED REVENUE - DCI SUSTAINABILITY PERIOD

Deferred revenue relates to contributions required for the sustainability period of the DCI Project received or receivable from participating institutions for future fiscal years. In addition, DCI participants were invoiced \$143,160 during the year to offset administrative costs approved by the board and attributed to the sustainability period.

	March 31, 31 mars 2012	March 31, 31 mars 2011	April 1, 1 ^{er} avril 2010	
Balance, beginning of year	\$ 1,850,995	\$ -	\$ -	Solde au début
Contributions received during the year	5,138,212	2,561,777	-	Apports reçus au cours de l'exercice
Contributions recognized as revenue	<u>(4,506,760)</u>	<u>(710,782)</u>	-	Apports constatés comme revenus
Balance, end of year	<u>\$ 2,482,447</u>	<u>\$ 1,850,995</u>	<u>\$ -</u>	Solde à la fin

8. REVENUS REPORTÉS - PÉRIODE DE SOUTENABILITÉ DU PROJET DE L'ICN

Les revenus reportés se rapportent aux apports requis pour la période de soutenabilité du projet de l'ICN reçus ou à recevoir des institutions participantes pour les exercices subséquents. De plus les participants de l'ICN ont été facturés un montant total de 143 160 \$ au cours de l'exercice pour compenser les frais d'administration approuvés par le Conseil et affectés à la période de soutenabilité.

9. FINANCIAL INSTRUMENTS

Credit risk

The risk relates to the potential that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss.

Foreign currency risk

Foreign currency exposure arises from CRKN's purchases of licenses in U.S. dollars and British pounds. CRKN uses forward contracts to mitigate its risks.

Fair value

Fair values of assets and liabilities approximate amounts at which these instruments could be exchanged in a transaction between knowledgeable and willing parties.

Derivative financial instruments

The CRKN uses foreign exchange forward contracts to manage the currency risk inherent in future expenditures for licenses. During the year, the CRKN concluded foreign exchange forward contracts to hedge the U.S. dollar and British pound foreign exchange exposure related to the licenses to be purchased. These derivative instruments were not entered into for speculative purposes but rather for administrative convenience and operational efficiency in managing the effects of changes in foreign exchange rates on CRKN activities. Under these foreign exchange forward contracts, the CRKN has the obligation to buy U.S. dollars and British pounds at a specified rate. Risks may arise upon entering these contracts from the potential inability of counterparties to meet the terms of their contracts and from unanticipated movements in the value of a foreign currency relative to the Canadian dollar.

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de crédit

C'est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à ses obligations et fasse subir une perte financière à l'autre partie.

Risque de change

Le risque de change découle de l'achat de licences en dollars américaines et en livres sterling. RCDR utilise des contrats de change à terme afin d'atténuer son risque.

Juste valeur

La juste valeur des éléments d'actif et de passif correspond approximativement au montant auquel ces instruments pourraient être échangés dans une opération conclue par des parties renseignées et agissant de leur plein gré.

Instruments financiers dérivés

Le RCDR utilise des contrats de change à terme afin de gérer le risque de devises inhérent aux achats futurs de licences. Durant l'exercice, le RCDR s'est engagé en vertu de contrats de change à terme afin de couvrir son exposition au dollar américain et à la livre sterling relativement à des licences à acquérir. Ces instruments dérivés n'ont pas été utilisés à des fins spéculatives mais plutôt dans le but d'atténuer les effets potentiels des variations dans les taux de change sur les activités du RCDR. Sous ces contrats de change à terme, le RCDR a l'obligation d'acquérir des dollars américains et des livres sterling à des taux spécifiés. Les risques peuvent survenir lors de l'utilisation de ces contrats dus à l'impossibilité éventuelle des parties contractantes de satisfaire aux modalités des contrats et aux mouvements imprévus de la valeur d'une devise étrangère par rapport au dollar canadien.

9. FINANCIAL INSTRUMENTS (continued)

Derivative financial instruments (continued)

As at March 31, 2012, the CRKN held the following forward contracts with the Bank of Montreal and Custom House:

Maturity (contracts maturing...)	Forward Exchange Rate (ranging from...)
Maturité (contrats venant à échéance...)	Taux de change à terme (variant de ...)
April 30/30 avril 2012 - May 31/31 mai 2012	0.9936 – 1.0063 CDN\$/USD

The net unrealized gain of \$5,079 is fully offset by amounts receivable from member universities. Upon maturity of the forward contract, any realized gain or loss is offset against the hedged currency gain or loss. Therefore, there is no impact on net assets or excess of revenue over expenses.

10. PENSION ASSISTANCE PROGRAM

The CRKN employees contribute to the defined contribution plan of the Association of Universities and Colleges of Canada Pension Plan. The employer's contributions for the year were \$44,000 (2011 - \$48,302; 2010 - \$50,797).

11. INTERNALLY RESTRICTED NET ASSETS

For the year ending March 31, 2012, the Board of Directors approved a transfer of \$137,830 (2011 - \$545,076) from internally restricted to unrestricted net assets, to reflect the fact that the CFI holdback had been reduced.

9. INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Instruments financiers dérivés (suite)

Au 31 mars 2012, le RCDR détenait les contrats de change à terme suivants avec la Banque de Montréal et Custom House :

Notional Principal Amount	Net unrealized gain in CDN\$
Valeur nominale principale	Gain non réalisé en \$CAN
1,499,691 USD	\$ 5,079

Net unrealized gain as at
March 31, 2012

Gain non réalisé
au 31 mars 2012

\$ 5,079

La gain non réalisé de 5 079 \$ est totalement compensée par les montants recevables des universités membres. À la date de maturité des contrats de change à terme, tout gain ou perte réalisé est compensé contre le montant de gain ou perte de change couvert. Il n'y a donc aucun impact sur l'actif net et sur l'excédent des revenus sur les dépenses.

10. PROGRAMME D'AIDE AUX RETRAITÉS

Les employé(e)s de RCDR participent au Régime de retraite à cotisations déterminées de l'Association des universités et collèges du Canada. Les cotisations de l'employeur pour l'exercice étaient de 44 000 \$ (48 302 \$ en 2011; 50 797 \$ en 2010).

11. ACTIF NET AFFECTÉ D'ORIGINE INTERNE

Pour l'exercice clos le 31 mars 2012, le Conseil d'administration a approuvé un transfert de 137 830 \$ (545 076 \$ en 2011) du montant affecté d'origine interne à l'actif net non affecté pour couvrir les réductions de retenues sur le contrat FCI.

12. COMMITMENTS

The CRKN has commitments for the rental of space through to March 31, 2017 and for the rental of office equipment through to September 30, 2017. Minimum lease payments for the rental period are \$615,412 and \$134,273, respectively.

The CRKN also has commitments for the purchase of licenses:

2013	3,271,631 CDN\$
2013	37,569,879 USD
2014	2,431,624 CDN\$
2014	36,150,165 USD

The CRKN has the following commitments for the purchase of foreign currency through the use of forward contracts at March 31, 2012:

2012	1,499,691 USD
-------------	----------------------

13. RELOCATION COSTS

During the year, the CRKN negotiated a full surrender of its leased premises. While the relocation occurred subsequent to year end, the related significant effects were realized or provided for in the 2012 financial statements. The total impact on the statement of operations was \$353,042 which is made up primarily of a \$196,866 penalty for breaking the old lease and a change in the estimate of amortization for leasehold improvements of \$119,166.

The decision to relocate effectively reduces CRKN's commitment for the rental of space from \$1,244,639 to \$615,412 as at March 31, 2012.

12. ENGAGEMENTS

Le RCDR s'est engagé à louer des locaux jusqu'au 31 mars 2017 et à louer du matériel de bureau jusqu'au 30 septembre 2017. Les versements minimums exigibles pour la durée des baux s'élèvent à 615 412 \$ et à 134 273 \$, respectivement.

Le RCDR s'est aussi engagé à acquérir des licences :

Le RCDR s'est engagé à acquérir les devises étrangères suivantes en utilisant des contrats de change à terme au 31 mars 2012 :

13. COÛTS DE RÉINSTALLATION

Au cours de l'exercice, le RCDR a négocié la résignation totale du bail pour ses locaux. Bien que la réinstallation ait eu lieu après la date du bilan, les conséquences importantes s'y rapportant ont été réalisées ou prévues dans les états financiers de l'exercice 2012. L'impact total sur l'état des résultats s'élève à 353 042 \$ et consiste principalement d'une pénalité de 196 866 \$ pour rupture de bail et une modification apportée à l'estimation de l'amortissement des améliorations locatives d'un montant de 119 166 \$.

Au 31 mars 2012, la décision du RCDR de se réinstaller a effectivement réduit son engagement de location d'espace de 1 244 639 \$ à 615 412 \$.

**CANADIAN RESEARCH
KNOWLEDGE NETWORK**
Schedule A - DCI Project (Initial Period)
Revenue and Expenses
years ended March 31, 2012 and 2011

**RÉSEAU CANADIEN DE DOCUMENTATION
POUR LA RECHERCHE**
Annexe A - Revenus et dépenses du
projet de l'ICN (période initiale)
des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

DCI Project (Initial Period)

Projet de l'ICN (période initiale)

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
License and Administration Revenue	\$ 1,223,684	\$ 16,792,817	Revenus de licences et d'administration
Expenses			Dépenses
Licenses	1,223,684	16,792,817	Licences
	\$ 1,223,684	\$ 16,792,817	

Schedule B - DCI Sustainability
Revenue and Expenses
years ended March 31, 2012 and 2011

**Annexe B - Revenus et dépenses de la période
de soutenabilité du projet de l'ICN**
des exercices clos les 31 mars 2012 et 2011

DCI Sustainability

Soutenabilité du projet de l'ICN

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
Revenue			Revenus
License fees	\$ 4,363,600	\$ 559,782	Frais de licences
Administration fees	143,160	151,000	Frais d'administration
	\$ 4,506,760	\$ 710,782	
Expenses			Dépenses
Licenses	\$ 4,363,600	\$ 559,782	Licences
Salary and benefits	60,000	60,000	Salaires et avantages sociaux
Legal fees	9,996	5,000	Honoraires de services juridiques
Translation	20,004	10,000	Traduction
Contractor	49,164	63,000	Entrepreneur
Computer HW/SW	-	5,000	Matériel informatique et logiciels
Conference calls	2,496	5,000	Appels conférence
Travel	1,500	3,000	Déplacements
	\$ 4,506,760	\$710,782	

Étude de cas



L'offre par le RCDR d'un corpus pancanadien en matière de recherche numérique a entraîné à sa suite une série d'engagements du milieu des sciences humaines numériques. Ce partenariat avec le RCDR s'est révélé porteur d'un « effet de transformation favorable » pour ma recherche.

Raymond G. Siemens

Chaire de recherche du Canada en informatique des sciences humaines
Professeur émérite
Faculty of Humanities, University of Victoria

M. Raymond Siemens est titulaire de la chaire de recherche du Canada en informatique des sciences humaines, et professeur distingué de l'University of Victoria, en anglais et sciences de l'informatique. Il est président du Comité directeur de l'Alliance of Digital Humanities Organisations et vice-président, Diffusion de la recherche, de la Fédération canadienne des sciences humaines et sociales.

M. Siemens travaille depuis plusieurs années avec les ressources du RCDR, dans le cadre d'un certain nombre de projets, et décrit les avantages obtenus grâce au RCDR comme porteurs d'un « effet de transformation » pour sa recherche. Pour son tout dernier projet, **INKE**, M. Siemens et ses collaborateurs utilisent les technologies pour s'informer de la façon dont les chercheurs s'y prennent pour lire et traiter l'information. INKE a été décrit comme une initiative qui « cherche à comprendre **l'avenir de la lecture grâce aux antécédents de lecture** et explore l'avenir des livres, sous l'angle de leur histoire ». Le RCDR a facilité et structuré un accès intégral à ses documents sous licence de sorte que les chercheurs d'INKE puissent réunir un vaste corpus de publications. Au

moyen de dispositifs comme les tablettes de lecture, les lecteurs électroniques et les ordinateurs de bureau, cette recherche vise à mieux comprendre la façon dont les chercheurs accèdent aux ressources électroniques et les utilisent, et à concevoir de meilleurs outils et autres interfaces pour la recherche et l'analyse des textes de sciences humaines.

Le projet INKE s'inspire des travaux antérieurs que M. Siemens et ses collaborateurs ont effectués pour mettre au point un prototype de base de connaissances de recherche consistant en un vaste corpus dynamique de documents primaires (15 000 textes, images et objets audio) et secondaires (quelque 100 000 articles, livres électroniques, etc.) se rapportant à la période de la Renaissance. L'objet était de créer un milieu de lecture plus adapté aux besoins des lecteurs professionnels. Ils ont remporté un franc succès avec le regroupement du contenu de bases de données antérieures qui n'étaient pas connectées, et qui se rapportaient néanmoins à leurs recherches, afin qu'un chercheur puisse accélérer son flux de travail sans avoir à entrer des termes de recherche dans plusieurs bases de données et autres interfaces non connectées.

Le projet INKE bénéficie d'une subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) de 2,5 millions de dollars sur sept ans pour les grands travaux de recherche concertée (GTRC) ainsi que de 10,4 millions de dollars supplémentaires en contributions de la part de partenaires institutionnels et de recherche. Ce projet est très interdisciplinaire et comporte une équipe de recherche internationale qui consiste en 35 chercheurs provenant de 20 établissements et 21 organismes partenaires, dont le travail occupe quelque 19 chercheurs postdoctoraux et 53 auxiliaires de recherche du troisième cycle. Il réunit des chercheurs et des intervenants au premier plan de l'informatique

des sciences humaines, de l'analyse de texte, de l'étude de l'information, de l'utilité et de la conception d'interfaces au sein d'un réseau composé d'individus les mieux placés pour comprendre la nature des documents et leur interaction avec l'ordinateur.

Les recherches de M. Siemens ont pour objectif ultime d'améliorer la compréhension de la relation entre le chercheur et les travaux universitaires électroniques, ainsi que la façon dont la lecture savante va se transformer au cours des 5, 10 et 15 prochaines années. Le contenu numérique mis à sa disposition par le RCDR est fondamental au succès de ses recherches.

